

7 février 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, devant les assemblées régionales de Picardie, notamment sur les problèmes agricoles et industriels de la région, Amiens, jeudi 7 février 1985.

Monsieur le Président,

- Messieurs les Présidents,

- Mesdames et messieurs,

- Je suis venu en Picardie pour m'informer et pour mieux comprendre les problèmes qui s'y posent. Rien ne vaut cette relation directe et la possibilité qui m'est offerte d'une ville à l'autre, et maintenant à Amiens, devant les Assemblées régionales, rien ne vaut cette relation, ces échanges, cette écoute. J'en userai de mon mieux et avant même d'aborder cette tribune j'avais, bien entendu, étudié vos dossiers. L'allocution de M. le Président Amsallem y ajoute beaucoup, non seulement par l'augmentation, la dialectique, mais aussi parce que j'ai ressenti la volonté de la Picardie exprimée par son Président. C'est vrai qu'au delà des difficultés, des contradictions, des oppositions de toutes sortes, il est une volonté commune qu'il s'agit pour nous, pour vous, pour moi de discerner afin de définir ce que vous appelez pour conclure l'avenir de la Picardie, je dirai, l'avenir de la France. J'en ai la charge mais vous aussi, vous êtes Picards, vous êtes Français et nous devons ensemble examiner ce qu'il convient de faire, pour sortir de la crise, comme on dit généralement. Non ! nous allons élargir le sujet. Oui, pour sortir de la crise mais aussi pour dessiner, bien au delà, les lignes du futur tel qu'il ressortira de nos travaux d'aujourd'hui, tel qu'il ressort déjà des examens auxquels vous procédez au sein de vos assemblées.

Venant en Picardie, comment n'évoquerai-je pas l'ensemble des données de l'histoire et de la géographie qui ont dessiné la configuration, le visage de cette région, des départements qui la composent dans leur diversité, peut-être aussi de plus en plus dans leur unité. A travers les temps, depuis que la France est France, votre région a connu pratiquement tous ces combats. Ceux qui ont permis que peu à peu elle se fasse, ceux qui ont permis qu'elle demeure, ceux qui vont lui permettre d'assurer à travers le temps sa présence et sa grandeur.

- Noms de batailles illustres, celles qui ont marqué nos malheurs, nos reculs, nos divisions, celles qui ont marqué les nouveaux points de départ, les espoirs confirmés par le courage de nos soldats, le génie de leurs capitaines, le caractère industriel de leurs habitants.

- Oui, j'étais tout à l'heure avec M. le Président du Conseil général dans une région qui lui permettait de me montrer les lointains de Crécy mais un peu plus loin nous pensions à tous ces autres éléments de notre histoire qui ont signifié les avancées de la France. Oui, c'est là qu'elle s'est faite. Là était sa frontière, cette frontière a reculé parce que l'on a tenu bon sur celle-là depuis Corbie et le Traité des Pyrénées, jusqu'au combat de la Somme pendant la première guerre mondiale et jusqu'à la deuxième aussi. C'est encore en Picardie que l'on a marqué la victoire, la défaite provisoire, de nouveau la victoire. Les trois guerres modernes à partir de 1870 ont marqué cruellement ce sol.

Vous êtes vous, mesdames et messieurs, filles et fils d'un peuple qui a souffert, qui a su faire face et qui a résisté. Il suffit de voir le modelé des paysages pour voir à quel point la nature d'abord

mais aussi l'oeuvre des hommes a permis de former ce que sera demain pour vos enfants la Picardie où ils vivront, la géographie et l'histoire mais aussi la littérature et les arts, celles et ceux d'entre vous qui à travers les temps ont imaginé et créé, transposé depuis la poésie naturelle de cette baie de Somme d'où j'arrive, cette immense poésie des éléments confondus jusqu'à celle qui a été apportée par les hommes : l'oeuvre, l'alliage, l'alliance si vous voulez de l'homme et de la nature dans certains de ces paysages les plus achevés et aussi de la transposition pour l'esprit, la sensibilité.

- Aussi différentes que soient les régions de la Picardie, savoir que c'est là que sont nés Racine et la Fontaine, savoir que sont de Picardie des tempéraments aussi différents que ceux d'Alexandre Dumas, de Jules Verne ou de Paul Claudel, savoir que d'autres écrivains qui n'étaient pas d'ici les ont chantées, les ont aimées. Aussi différent qu'un Gérard de Nerval dans son Valois, ou que Colette en baie de Somme pour finir avec Mac Orlan qui a défini peut-être - enfin à mon sens - d'une admirable façon ce que signifiait ce pays. J'ai là une citation qui le dit bien : "j'aime ces régions secrètes disait-il, parfois farouches et sans timidité". C'est souvent dans ces provinces raisonnables toujours un peu fermées que s'épanouissent le mieux les traditions intimes de la nation française".\

Vous appartenez et vous avez fabriqué une large part du génie de la France et vous êtes cependant restés vous-mêmes. Vous y avez quelques mérites parce que cette région telle qu'elle a été constituée administrativement ne correspondait pas toujours aux données de l'histoire, parce que les pôles d'attraction principaux n'étaient pas chez vous : il y avait Paris, il y avait le Nord et vous supportez encore cette double tension qui se traduit parfois par des déchirements et vous n'avez pas encore trouvé vos assises.

- Il y a cette disposition qui veut que la partie Sud de votre région soit totalement aspirée par la région parisienne et même soit par des dispositions purement administratives, dans l'incapacité présente d'en sortir. Non pas que vous cherchiez à en sortir d'une façon physique car vous savez bien que vous êtes liés à la capitale de la France, mais pas au point d'en supporter tous les inconvénients en vous voyant retirer les avantages. Certes, c'est une possibilité pour vos filles et vos garçons d'aller y chercher du travail, mais pas de façon très commode, en raison de la difficulté des transports dans la grande ville.

- Mais que devient la Picardie dès lors que l'attrait se produit vers le Sud, que les moyens de communications se portent du Sud au Nord en oubliant parfois l'Ouest de votre région. Comment faire pour que les mesures administratives permettent davantage aujourd'hui qu'hier que vous deveniez ce que vous êtes, que vous deveniez vous-même ! C'est une oeuvre de longue haleine.

- C'est ce que vous avez dit, monsieur le Président, de la zone blanche, : j'ai bien eu l'occasion à Beauvais, puis à Compiègne, puis à Creil, puis à Méru de comprendre mieux encore, de quelle façon vous étiez vous-mêmes excentrés. Non pas que vous me demandiez des commodités nouvelles pour faciliter les liaisons avec Paris et la région parisienne ! Vous avez besoin d'être vous-mêmes, de retrouver vos centres et vous avez besoin que la liaison avec les autres grands centres du Nord et du Sud soit considérablement transformée.

- C'est la première remarque que je ferai. Il me semble que le travail que nous devons faire en commun désormais doit consister à donner corps, homogénéité, attraction centrale à votre région sans oublier pour autant que cette région ne doit pas rester isolée et qu'il faut précisément pérenniser par une modernisation des moyens de communication, la relation qui fera de votre région ce qu'elle aurait dû ne jamais cesser d'être.

- Vous avez une très belle définition monsieur le Président lorsque vous avez parlé du coeur : à partir du moment où commence cette immense plaine du Nord, à l'intérieur du Marché commun et du Marché commun agricole qui peut se trouver demain élargi vers le Sud, vous vous trouvez dans une situation centrale qu'il serait vraiment dommage de ne pas explorer, puis de ne pas exploiter de façon à mieux servir les habitants de ce pays.\

J'ai noté ici à mesure que vous le disiez, de telle sorte que je bouleverserai le plan que j'avais préparé mais j'essaierai de m'adapter aux thèmes principaux qui ont été les vôtres.

- Vous avez parlé d'agriculture, et vous avez amené des statistiques. La Picardie est la première

pour la betterave et la deuxième pour le blé. De toute façon chacun sait que c'est une puissante région qui se trouve à l'origine de nos plus grandes réussites agro-alimentaires. C'est une agriculture, mais c'est une industrie et c'est même une industrie qui se situe parmi les premières, qui représente un des postes les plus forts de nos exportations, à la fois parce qu'il y a un sol qui est riche, parce qu'il y a des travailleurs, des agriculteurs, des paysans qui savent le traiter et parce que nous avons des commerçants et des industriels qui savent à partir de là produire d'autres objets, d'autres marchandises et les vendre. Tout cela est réuni dans vos départements, et vous représentez une force peu comparable. Il est peu de régions en France qui puissent vous concurrencer. Ce n'est pas là un effet d'orgueil, d'autant plus qu'à tout moment, toute suprématie est mise en péril, à l'intérieur même de la France, mais aussi suprématie de la France qui est un grand pays agricole au sein du Marché commun mais qui se voit disputer de plus en plus ses marchés.

- Car le Traité de Rome, en fait, a constitué l'agriculture britannique et constitué l'agriculture allemande qui déjà se trouvaient privilégiées sur le plan de la puissance industrielle avant 1957 mais qui ont encore progressé grâce au Traité dont elles se plaignent si souvent et fort injustement, se sont retrouvées comme concurrentes dangereuses pour l'agriculture française. Demain au lycée agricole de Fontaine-les Vervins j'aurai l'occasion de m'entretenir des dossiers précis agricoles de la région avec les responsables de la profession. Je dirai simplement que j'ai un chiffre ici : en 1984 le solde du commerce extérieur des céréales a été de 29 milliards, celui de la betterave à sucre de 5 milliards. Une large part de cette réussite exceptionnelle revient à la Picardie. Ce succès n'est pas venu par hasard. Il faut rendre hommage aux professionnels, car c'est l'une des premières régions et en certains domaines la première qui ait songé à se moderniser à temps, en utilisant les résultats de la science et de la technique et en leur donnant la base d'une solide organisation professionnelle permettant une relation directe avec ce que je disais, le commerce et l'industrie.

- Tout cela bien conjugué a permis par exemple aux betteraviers français de produire à des coûts de production parmi les plus bas du monde. Je voudrais souligner en même temps l'importance des efforts qui ont été réalisés dans la transformation des légumes et des betteraves, aujourd'hui des céréales. Je visiterai demain une usine qui fabrique des aliments de grande consommation à partir des céréales. Vous avez évoqué le problème de l'éthanol-carburant. Là je m'arrête et je voudrai développer pratiquement votre projet qui repose sur des données internationales qu'il faut connaître.\

Vous savez bien entendu ce qu'est le Marché commun agricole. Vous savez que nombre de décisions se prennent à Bruxelles au sein des organismes dirigeants représentatifs de la Communauté et non pas à Paris. C'est d'un consentement général que cela a été fait et cela a été une bonne chose pour notre agriculture qui a fait grâce à cela un bond considérable en avant. On a tendance chaque fois que l'on rencontre une difficulté ou une décision injuste de la Communauté qui paraît injuste à dire : "passons-nous en " mais en réalité lorsque l'on pose la question aux responsables agricoles, ils disent évidemment "non". Nous avons intérêt à ce que ce Marché commun dure, nous avons intérêt à ce qu'il réussisse quitte à jouer notre carte du mieux possible.

- Mais ce Marché commun agricole présente des faiblesses et des faiblesses sensibles. Prenez le problème du lait. Il a résulté d'un excédent de production. Cet excédent de production a abouti l'an dernier à ce que nous constatons, lorsque j'ai été moi-même pendant six mois Président de la Communauté européenne (vous savez que c'est au tour de chaque nation, par ordre alphabétique ce qui ne prête pas beaucoup de temps pour mener les choses à bien) que l'Europe produisait 105 millions de tonnes de lait et qu'elle n'en consommait que 85 millions. Or, comme les prix agricoles dans ce domaine, et c'est fort heureux, sont garantis, il faut donc les acheter et payer ces tonnes de lait, mais comme ensuite elles ne sont pas consommées, il faut les stocker. Voilà deux dépenses intolérables économiquement. Il fallait donc songer à limiter la production. Sans doute cela n'est pas exclusif de chercher à étendre les marchés à l'extérieur, ce qui permettrait d'exporter davantage avec un certain nombre de limites qu'il faut connaître et dont une tient à ce qu'il faut se protéger contre les éléments de la nature, contre le chaud, contre le

une tient à ce qu'il faut se protéger contre les éléments de la nature, contre le chaud, contre le froid. Et vous connaissez les usages des habitants du tiers monde qui sont plus sensibles aux produits végétaux et qui ne peuvent pas aisément se nourrir à partir de la poudre de lait.\

Mais ce n'est pas le seul point. Nous avons eu à supporter l'énorme difficulté que continuent de représenter bien que très affaiblis, les montants compensatoires monétaires. C'est en 1969 qu'à l'initiative de la France on a créé ce système. C'est encore à l'initiative de la France qu'un peu plus tard on a décidé de dénationaliser ce problème des montants compensatoires pour les harmoniser à l'intérieur même de la décision européenne et nous nous sommes trouvés en raison des variations monétaires dans une situation qui voulait, et qui veut encore sur certains points qu'on pouvait se procurer dans certaines de vos villes du lait à plus bas marché lorsqu'il venait de Hollande que lorsqu'il était acheté à 15 kilomètres de là, d'où une déperdition formidable pour notre économie nationale. Mais comment faire pour aller contre ces lois du marché, comment empêcher les gens d'acheter au meilleur prix ? Il fallait donc corriger le système qui était celui de 10 pays à la demande française. Avec la signature de la France, dès 1969, on ne pouvait en sortir en raison de l'évolution des institutions européennes qui veut que depuis les années soixante ce ne soient plus véritablement les règles du Traité de Rome qui prévalent mais celles du compromis de Luxembourg, c'est-à-dire l'unanimité des dix participants sur la plupart des décisions économiques. Il fallait donc obtenir, pour changer le système des montants compensatoires monétaires, le consentement des pays qui en profitent, et c'est une opération difficile. Il nous a fallu une très grande constance. Songez que les différences entre l'un et l'autre prix dans le système compensatoire ont atteint une différence de 30 points au détriment de la France à un moment donné dans les années 1976, 1977, 1980. Nous en sommes maintenant à 3,5. Encore 2 autres points de différence vont-ils être démantelés dans les mois qui viennent. Mais nous avons beaucoup souffert du résultat d'un accord international qui engageait la France et qui date donc d'il y a bientôt seize ans.\

De la même façon un deuxième problème s'est posé qu'il faut bien que vous compreniez vous qui représentez une région fondamentalement agricole même si elle a des puissances industrielles. C'est celui des produits dits de substitution, c'est-à-dire des produits qui nourrissent les animaux et qui viennent des Etats-Unis d'Amérique. Ces produits autour du soja, des tourteaux, de toute une série d'autres aliments pénètrent en Europe du Marché commun sans taxe, à la suite d'un accord qui a été signé en 1962, qui est un accord commercial et douanier que l'on appelle l'accord du GATT d'après des initiales qui mériteraient d'être traduites `General agreement on tariffs and trade`. Les accords du GATT, en 1962, ont été signés par plus de 100 pays. Il est difficile de s'en dégager mais ils appliquent l'arrivée en masse dans un pays comme la France mais aussi dans quelques autres des produits américains sans taxe. Il s'agit de productions industrielles. Prenez le cas de la Hollande : à partir naturellement des bovins, de la vache, plus question d'exploitation familiale agricole. Il s'agit de véritables industries, il s'agit d'exploitations comme on dit "hors sol", on pourrait aussi bien les installer sur la place de la Concorde cela n'a plus rien à voir avec la façon dont les agriculteurs et les producteurs traitent ordinairement leurs machines. Or, vous savez que le Traité de Rome avait garanti le développement de la "production familiale agricole". Contre-sens fondamental. Et en l'espace d'un an les productions hollandaises, par ce moyen, se fournissant de produits de substitution des céréales aux Etats-Unis d'Amérique, parvenant sans taxe et disposant d'une industrie agricole et non plus d'une agriculture, ont augmenté de 30 % tandis que la France, qui pourtant avait marqué ses progrès, progressait, ce qui était déjà fort important, de 7 %.\

` Suite sur le problème du lait `

- Et ensuite ces pays se sont retournés vers nous pour dire : "il y a surproduction, il y a excédent, il faut réduire la production mais de façon uniforme". Il ne faut pas tenir compte du fait Amérique, du GATT et des avantages des montants compensatoires monétaires et du détournement vers une forme d'industrie due aux imputations : une grande bataille diplomatique s'est livrée et je crois que nous nous en sommes bien tirés puisque si l'on a exempté l'Irlande car son économie repose sur le lait et un pays peu producteur comme l'Italie dont la production a été gelée au niveau qu'elle possédait alors que la France a dû réduire seulement de 2 % c'est-à-dire

beaucoup moins que la Grande-Bretagne, la Hollande ou l'Allemagne.

- Alors beaucoup de producteurs se sont inquiétés, je les comprends. Il a fallu compenser et nous avons compensé en créant une prise de 30000 francs pour que les personnes les plus âgées de la production laitière puissent se retirer. Cela a été un grand succès : 50000 producteurs ont demandé à bénéficier de cette prime, de telle sorte qu'aujourd'hui notre production nationale se développe à l'intérieur d'une production réduite de 2 %. Nous produisons environ 27 millions de tonnes légèrement plus que les Allemands qui en sont à 25 millions, car nous sommes les premiers producteurs d'Europe.

- Seulement, il reste une grave inquiétude, une certaine forme d'injustice : si sur le -plan national nous sommes sortis de cette difficulté, et si nous avons préservé toutes nos chances puisque nos producteurs produisent à l'intérieur de cette nouvelle limitation. Il n'empêche qu'à l'intérieur et entre les régions, entre les laiteries, il s'agit de réaliser maintenant des transferts pour que ceux qui avaient investi, pour que les jeunes qui venaient de s'installer, pour ceux qui avaient compris qu'il fallait à tout prix industrialiser leurs productions tout en restant fidèles à l'exploitation familiale agricole, il faut faire des transferts. Il faut faire des transferts entre régions, entre laiteries et il faudra bien penser un jour à ce que les plus grands producteurs consentent à avoir des taux différentiels au bénéfice des plus petits.\

Voilà donc tout un problème qui s'est posé dans un département comme dans une région comme ceux-ci mais que je voulais vous expliquer pour que les agriculteurs sentent bien que le développement du marché commun agricole - c'est vrai maintenant des céréales, ce sera vrai du vin d'ici peu de temps, c'est déjà vrai sur le -plan de la distillation, c'est vrai de l'horticulture, c'est vrai des fruits et des légumes - a besoin d'être repensé et c'est au travers de cette renégociation, surtout à la veille de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, que nous pourrions mieux équilibrer les chances et particulièrement les chances de la France. Ce que je dis est vrai des céréales. Vous savez que les demandes d'augmentations de prix, plutôt de révision des prix agricoles, incitent à diminuer le prix des céréales - ce sont les propositions de la Commission européenne - et à augmenter dans une proportion que nous jugeons insuffisante, celui des autres productions et particulièrement celui du lait. Ces dispositions doivent montrer, mesdames et messieurs, que pèsent sur la France des obligations internationales. J'ai dit 1962, 1969 et il n'y a pas lieu, comme je le rappelais l'autre jour à Rennes, aux paysans bretons de saccager la Sous-Préfecture de Brest : ils s'en prennent à qui ? Ils s'en prennent à l'histoire, ils s'en prennent à une histoire qui s'est déroulée au cours de ces 23 dernières années. Ceux qui gouvernent, s'inscrivent dans la continuité - il ne s'agit pas pour l'instant de déterminer qui avait raison, qui avait tort - gèrent la situation telle que nous l'avons reçue.\

Monsieur le Président vous avez parlé tout à l'heure de ces transformations, de l'effort que vous avez réalisé, de l'institut que vous avez créé, et vous avez parlé de l'éthanol, vous savez que c'est un dossier qui n'est pas encore mûr. Justement, vous avez fait cela pour que le mûrissement se fasse plus vite, parce qu'il dépend lui aussi - je suis resté fidèle à mon propos, ne croyez pas que je me sois égaré - pour une grande part des discussions européennes sur la consommation du carburant automobile et des aides que la Communauté serait prête à affecter à cette nouvelle filière énergétique : que les travaux se poursuivent, et le gouvernement, croyez-moi, vous aidera car il est une autre donnée, celle-ci industrielle et pratique, c'est que nous cherchons à nous évader à tout -prix des dépendances énergétiques grâce à la politique nucléaire - je parle de l'atome civil si l'on peut l'appeler comme cela - grâce à cette production nucléaire commencée de longue date et suivie avec beaucoup de continuité par tous les gouvernements, par toutes les majorités qui se sont succédées parce que c'est l'intérêt national. Nous pouvons produire 50 % de notre électricité, nous ne sommes plus dépendants du pétrole que pour une part, qui se réduit, qui vers 1990 sera encore considérablement réduite, nous aurons 50 % de notre indépendance et il n'est pas que le nucléaire, il est bien d'autres méthodes dont celle-là.

- Nous cherchons, nous trouvons le plus souvent. Les économies d'énergie sont évidemment complémentaires. Il faut bien penser qu'à la fois si l'on veut raréfier nos achats à l'extérieur que nous payons en dollars - un dollar qui arrive à près de 10 francs, c'est cher il faut bien penser

que si le pétrole a baissé, le dollar a monté - et si la France doit chercher à tout -prix à sortir du cercle infernal quand le dollar est cher, et que le pétrole ne l'est pas, comme la moitié de nos achats à l'extérieur se font en dollars, voyez comme la note s'alourdit et quand le pétrole est plus bas, c'est le dollar qui monte. Et comme nous achetons notre pétrole à l'extérieur, je vais m'arrêter là de peur de me répéter. Enfin, vous voyez que la France, qui est peu productrice d'énergie dans son sous-sol, doit précisément allier toutes ses énergies en mettant toutes ses réflexions, toutes ses capacités de savoir et d'inventions pour que des énergies nouvelles assurent le relais.\

J'ai là une note qui me dit que parfois il faut faire appel à la coopération internationale et que cela a été fait pour l'Eurolysine, une société française qui s'est associée à une société japonaise. Moi je n'ai rien contre, au contraire, dès lors que nous sommes assurés du contrôle, capables d'exercer sur ce développement industriel pour produire près d'Amiens précisément de la lysine qui peut - je reviens sur le sujet que je traitais et que je clos maintenant - être utilisée dans l'alimentation animale à la place de ces fameuses protéines que nous importons des Etats-Unis d'Amérique surtout mais aussi d'un certain nombre de pays comme le Brésil.

- Ce qui nous ramène à un sujet majeur, qu'il s'agisse de l'agriculture ou qu'il s'agisse de l'industrie, rien n'est possible sans une nouvelle maîtrise des technologies qui partout explosent et qui accompagnent ou qui précèdent la formidable mutation à laquelle nous assistons : bio-chimie, bio-technologie. Une partie de l'agriculture française doit se préparer à ces mutations, même les anticiper. Je sais que les professionnels y sont prêts, parfois en avance sur les politiques et sur les responsables, il faut que nous sachions que dans ce domaine comme dans celui que je traiterai dans un moment, celui de l'industrie, tout passe par là, c'est-à-dire par cette modernisation du savoir et de ses applications.

- Je dirai comme je l'ai dit à Compiègne, parlant de l'université technologique, que l'un des secrets de la puissance moderne tient à l'alliance intime de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée et de l'application industrielle. Là où cela s'est produit, je pense à certains endroits du Japon, d'autres aux Etats-Unis d'Amérique que j'ai visités à Silicone Valley, Pittsburg, centre technologique et automatique, robotique du Japon, là où cela a été créé il y a une formidable nouvelle puissance.

- Eh bien, nous en sommes capables en France et c'est dans votre région que l'on y assiste à partir de Compiègne - mais il y a aussi un pôle qui se crée à Amiens - ainsi que dans les disciplines diversifiées, les filières comme l'on dit universitaires. De ce point de vue, vous avez raison d'insister, plus vous le ferez, mieux vous serez entendus, et vous ne me lasserez pas si vous me le redites : il faut équiper votre région de ce moyen qui seul vous rendra maître de cet avenir évoqué tout à l'heure.\

Prenons l'exemple, puisque j'en suis à la partie industrielle, de la machine-outil. En 1981, je ne dis pas cela par esprit de polémique mais c'est une donnée qui était objective, elle comptait 5 fois moins de machines-outils à commande numérique que l'Allemagne, ne parlons pas des robots. Or, les machines-outils à commande numérique sont désormais indispensables au développement industriel, vous le savez. Il fallait donc tout de suite s'y attaquer, sauver la machine-outil. Songez que jusqu'alors la France avait tendance à se comporter comme un pays colonial, mais dans le sens colonisé. C'est-à-dire un pays producteur de matières premières : on les vend et on achète ensuite des produits finis ou semi finis, c'est-à-dire que la valeur ajoutée est récoltée par les autres. J'ai connu cela, moi, lorsque j'étais parlementaire de la Nièvre où ce phénomène se produisait pour le bétail, mais par -rapport à d'autres régions de France, lorsque nous faisons nos animaux avec des naisseurs tandis que leurs bouches étaient un peu plus loin. C'était le même phénomène. Il se produirait un peu plus loin si c'était chez vous.

- Mais enfin oublions un instant cette querelle ancienne et ce qui est vrai c'est que la France à partir du moment où elle vend des peaux d'animaux et où elle achète des chaussures n'a pas d'industrie du cuir. A compter du moment où elle produit des arbres et où il y a de moins en moins de scieries et trop peu d'industries papetières et bien, naturellement, elle devient esclave des autres. Je reviens ici de Montataire, près de Creil. L'exemple de ces industries ici dans l'Oise est tout à fait remarquable parce que ce situe à la pointe du progrès technologique. De la

est tout à fait remarquable, parce que se situant à la pointe du progrès technologique. De la même façon, notre sidérurgie fabriquait des plaques d'acier et la France achetait des machines sophistiquées. La valeur ajoutée était ailleurs. Il faut de plus en plus que nos matières premières soient transformées sur place. Et qu'elles soient transformées sur place de telle sorte qu'elles puissent être vendues, c'est-à-dire qu'elles soient de meilleure qualité, le cas échéant pas plus chères, plus performantes, bref, qu'elles soient désirées par les acheteurs extérieurs.

- Bon, aujourd'hui, notre marché de machines-outils à commande numérique a progressé de 50 %. Les exportations s'accroissent d'une année sur l'autre, de 25 %. On n'a pas encore gagné cette compétition. Mais enfin nos chances sont raisonnables de reconstruire une industrie indispensable pour disposer tout simplement des moyens de financement, car ce sont ces valeurs ajoutées là qui feront la fortune de la France.\

Bon, il n'empêche que l'on connaît bien la crise de l'emploi. Il n'est pas une commune, et je le comprends, parce que c'est une nécessité, qui ne souffre de la crise de l'emploi et qui ne demande des créations d'emploi. Je l'ai déjà demandé au gouvernement mais je ne suis pas le seul à y penser. Le gouvernement est fait pour cela et les ministres spécialisés ont dans un certain nombre de vos villes, je pense en particulier à Albert, renforcé l'action de formation, notamment dans le -cadre de l'Agence régionale de développement, de la production automatisée. Vous savez de quelles façons nous avons agi pour le textile, c'est quand même le plan Dreyfus, Pierre Dreyfus, fin 1981, qui a permis de sauver le textile français. Et plus précisément il y avait, il y a peu de temps dans cette journée picarde, un débat, il y a quelques heures, monsieur le Président du Conseil général à Abbeville, dans le débat douloureux dont votre ville a finalement été victime, savoir comment seraient assurés la mutation et le transfert des industries textiles en péril et vous avez souhaité sans succès obtenir l'un de ces transferts.

- Bon, pour cela il faut que l'on développe les conventions "emploi" "investissement". Alors là il faut bien que l'on sache, je ne vais pas m'attarder sur ce problème du chômage, je l'ai traité si souvent et ailleurs, j'y risquerai des redites, des redondances qui vous lasseraient. Mais je tiens absolument à dire quand on voit l'impitoyable et lamentable série de fermetures qui créent tant de malheurs, tant de souffrances et tant d'angoisses, non seulement dans les foyers victimes du chômage mais dans les autres qui s'inquiètent du lendemain, c'est vrai que quand on parle de Chausson, de DBA, et combien d'autres alors, et puis la liste que vous avez vous-même citée, Impex, etc... alors, évidemment on voit bien comment s'est dégradé le paysage industriel français.\

Bien, j'ai répété cette formule sans arrêt, toute la journée mais je recommencerai inlassablement : le chômage d'aujourd'hui, c'est l'absence de modernisation d'hier. Ce qui veut dire que seule la modernisation d'aujourd'hui permettrait des emplois durables demain. Et vous ne vous sortirez pas absolument de ce théorème, vous ne sortirez pas de cette définition. Vous aurez beau improviser ou inventer n'importe quelle politique plus ou moins imaginaire et asséner les grands mots, on ne sortira pas de cela. Le développement industriel de la France dépend de la modernisation de l'instrument et de la formation de ceux qui font marcher cet instrument, c'est-à-dire la formation des femmes et des hommes, des travailleurs français. Et s'il n'y a pas de travailleurs formés à ces nouvelles disciplines, à ces nouvelles technologies, je ne parle pas là des technologies de pointe, je parle en tant que telles, je parle des technologies de pointe qu'elles s'appliquent à des industries nouvelles comme l'électronique ou qu'elles permettent la modernisation des secteurs traditionnels comme le textile ou la métallurgie. C'est exactement le même problème, sans cela pas d'industrie automobile. Alors on dira, oui, mais alors, la modernisation, la robotisation accélèrent la perte de l'emploi. C'est le moment difficile. Mais vous observerez que les deux pays les plus industrialisés du monde le Japon et les Etats-Unis d'Amérique, par -rapport à l'Europe occidentale, l'Allemagne sont des pays dont la modernisation a été faite et ce sont quand même les pays qui ont le moins de chômage. Et il y a donc un lien direct entre la modernisation et l'emploi. Mais le moment difficile, il est celui où, à partir du moment où tombent par pans entiers les secteurs de l'industrie traditionnelles, où on n'a pas encore tous les moyens de développer les industries nouvelles ou de rénover les secteurs anciens, il y a là ce que l'on appelle la crise. C'est-à-dire l'inadaptation de l'instrument et il faut pendant

ce temps se hâter d'investir, de permettre aux entreprises d'Etat, nationales, privées d'investir de faire les profits qui conviennent pour qu'elles soient en mesure d'investir de façon à produire davantage, à créer des richesses et de faire, et cela naturellement correspond à ma conviction, de faire que cette richesse nouvelle de la France soit plus justement répartie qu'elle ne l'a jamais été, car s'il n'y a pas justice ou progrès social accompagnant justice et progrès économiques, nous parlons pour ne rien dire.\

Eh bien, pour ce qui concerne le chômage, vous savez que nous en sommes pour la France à 2400800, c'est le dernier chiffre produit par les instituts spécialisés, Grande-Bretagne 3500000, l'Allemagne juste au-dessous de nous avec 1200000 chômeurs de moins, mais une population industrielle plus nombreuse et tous les autres pays à l'exception du Luxembourg ont un pourcentage de chômage bien plus élevé que le nôtre. Ce qui veut dire, non pas que la France doit se satisfaire d'une statistique qui n'arrange en rien les affaires des chômeurs, mais que la France peut voir dans cette affaire un mal européen, elle est prise dans le tourbillon. C'est l'Europe qui d'abord doute d'elle-même. C'est l'Europe qui pris trop de temps à s'adapter aux technologies modernes. C'est l'Europe à laquelle manque une volonté politique commune qui divise ses efforts, la France, l'Italie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne dépensent plus d'argent à eux quatre pour la recherche que le Japon et les Etats-Unis d'Amérique. Nous avons autant de savants, d'ingénieurs, autant d'inventeurs, nous avons des travailleurs aussi qualifiés, comment cela se fait-il ? Eh bien, parce qu'il n'y a pas de volonté politique, parce qu'il n'y a pas d'ordre, il n'y a pas d'organisation, parce que finalement, le commerce de chacun de ces pays est complètement enfoncé par la technologie japonaise. Il y a donc là une exigence à laquelle la France répondra par une plus forte politique nationale insérée dans une plus forte politique internationale de l'Europe. Je veux dire de l'Europe où elle se trouve sans fermer les yeux sur la nécessité d'établir entre l'Europe occidentale des Dix et l'Europe de l'Est, et aussi au-delà de la Méditerranée entre l'ensemble des pays qui concourent à notre vie internationale, des liaisons précises.\

Bon alors, vous avez des problèmes dans l'automobile qui se répercutent naturellement plus particulièrement dès lors que notre sidérurgie est faite pour servir plusieurs directions industrielles et notamment l'automobile avec des productions qui m'ont été montrées tout à fait remarquables. Car il ne faut pas oublier que Montataire, sur le -plan sidérurgique, représente, comment dirais-je, une avancée qui a peu de comparaison dans le monde. Simplement avec la sidérurgie on a vécu sur des faux semblants. Savez-vous combien d'argent, la France a dépensé sous forme de subventions ou d'aides depuis 16 ou 17 ans ? Plus de cent milliards de francs. Les 70 premiers milliards sont allés aux sociétés privées, 70 milliards, alors un partage a été fait. Ces sociétés privées se sont assurées de la transformation de l'acier ce qui rapporte et ont abandonné la fabrication de l'acier qui coûte. Et l'Etat est resté, comme cela, les bras ballants, en se demandant ce qui lui arrivait. Le dernier plan coûtera, coûte déjà plus de 30 milliards dans un système et des structures différentes. Espérons que nous en tirerons profit. Il est vrai qu'il est aujourd'hui une politique européenne très dure, très difficile et ne vivons pas non plus là d'illusions : si l'on ne fabrique pas les marchandises sidérurgiques que les gens désirent, si nous nous laissons enfoncer par les pays du Pacifique, de l'Extrême-Asie, nous ne vendrons pas. - L'exemple de Montataire est à ce point remarquable, car ils sont en mesure aujourd'hui de concurrencer les meilleurs. A côté de cela, et tout à côté, vous le savez bien, les victimes ne se comptent plus. Il faut donc que nous ayons une politique économique qui assurera l'épanouissement de cette forme d'industrie par la modernisation mais aussi par la formation des hommes.\

Vous avez parlé de la formation, monsieur le Président, en déplorant que la Picardie soit quand même un peu sous équipée sur ce -plan tout en remarquant les avancées que représentent l'Université de Compiègne et les progrès de l'Université d'Amiens. Mais enfin, je vais simplement vous dire que lorsque le Premier ministre a lancé son plan de l'informatique pour tous, il ne parlait pas en l'air. Vous savez combien il y avait d'écoles de Picardie qui étaient équipées en électronique l'année dernière ? Dix, mais sur deux mille et quelques. Vous savez combien vous



étiez servis dans vos effectifs à la rentrée de 1984 ? 1 %. Vous savez combien vous serez servis à la rentrée de 1985 ? 96 %. Toutes les écoles de France et donc de Picardie, toutes les écoles, depuis la petite école primaire, jusqu'à la classe supérieure de l'Université seront toutes reliées au système d'ordinateur avec des serveurs et puis des mini micro ordinateurs qui seront diffusés dans chaque école de France. Etant entendu que chacun de ses éléments soient également, si la Municipalité le désire, à la disposition des habitants de la commune en dehors des heures de classe. Il y a donc là un événement déterminant, déterminant, catégoriquement déterminant pour le développement de la France. Il y aura des filles et des garçons qui seront formés d'ici peu. Et voyez ce qui est fait à l'heure actuelle dans les Travaux d'Utilité Collective, la première approche d'une série pour les jeunes gens, de même qu'il y a eu aussi d'autres plans qui ont permis à certaines industries d'être déjà bénéficiaires de cet apport. Tous ces jeunes gens qui ici et là sont aidés dans les Lycées technologiques, dans les LEP, qui sont formés, bref, tous ceux-là vont représenter une main d'oeuvre tout à fait remarquable. Et comme le travailleur français est déjà l'un des travailleurs les mieux adaptés à sa tâche, à leur tâche, il suffira d'apporter cet élément de connaissance ou de savoir supplémentaire pour qu'en l'espace de très peu d'années, la France soit dotée de centaines de milliers, de millions de travailleurs qui seront capables de produire les machines et les biens qui occuperont des parts nouvelles dans le marché international.

- Vous m'avez dit que le retard était pris en Picardie : c'est vrai que l'on ne peut pas nier que la Picardie a été, pendant, disons, on va dire les quinze dernières années, je ne sais pas moi, les vingt dernières au dernier rang dans les équipements nouveaux. Eh bien cette situation ne peut pas durer et, si je suis venu vous voir, c'est précisément pour que vous le sachiez.\

Je ne reviendrai pas sur la zone blanche, je voudrais juste dire un mot à propos de Creil puisque la question m'a été posée. C'est vrai qu'en tant que région la Picardie n'atteint pas les chiffres qui lui permettraient d'être décrétée zone de conversion. Mais il y a des points noirs de Picardie qui méritent de faire l'objet de mesures spéciales. Si l'on s'en tenait à la première définition, vous auriez encore quatre ou cinq autres zones de France qui passeraient avant la Picardie, simplement par la relation du nombre des travailleurs et du nombre de chômeurs, c'est-à-dire la mesure du désastre industriel. Mais il est des points sur lesquels vous pourrez travailler, messieurs les présidents, avec messieurs les commissaires de la République et messieurs les ministres responsables.

- Je vais demander au gouvernement, et je pense qu'il pourra vous apporter réponse : d'une part il faut que des équipes spécialisées se chargent de faciliter les implantations nouvelles notamment dans la zone de Creil. Il faut que les entreprises qui voudraient s'installer puissent avoir accès privilégié, et c'est ma réponse principale, au Fonds industriel de modernisation. Il faut également prévoir dans le Fonds spécial des grands travaux dont j'ai exigé qu'il ait lieu - il en est à la quatrième tranche - 6 milliards dont deux milliards pour les économies d'énergie. Il faut prévoir que ces grands travaux puissent bénéficier à votre région, afin de soutenir l'emploi. Enfin les entreprises nationales pourraient mieux diversifier leurs efforts. Je vous prendrai un exemple : c'est ce que nous avons fait pour une ville comme Alès. La région des Cévennes n'était pas comparable à la Lorraine par exemple, ou au bassin de la Loire. Alors n'allait-on donc rien faire puisque cela ne correspondait pas à la définition administrative ? Non, nous avons adopté un ensemble de mesures. Je pense que cet ensemble pourrait être appliqué pour la région de Creil, indépendamment d'ailleurs de tous les lieux industriels dévastés que vous signaleriez dans votre responsabilité de président, dans votre responsabilité de bureau régional. C'est votre devoir, vous le ferez, je n'ai pas à me substituer à vous.\

Vous avez parlé des moyens de communication. Je disais tout à l'heure à Abbeville j'ai constaté que l'A26 avait pris le pas sur l'A16 et que l'A26 va directement vers le Nord. On pourra faire un jour l'un et l'autre. Mais pour l'instant il y a une priorité.

- Priorité aussi pour le TGV nord. Le TGV nord n'en est qu'au stade des études. Nous allons lancer les premiers travaux cette semaine, pour le TGV ouest sud ouest. Nous avons une très forte demande de nos partenaires étrangers pour le TGV nord de la Belgique, de Liège, de la Hollande, d'Amsterdam, de l'Allemagne, de Francfort. Et une très forte demande qui est venue de Strasbourg. Nos amis Allemands disent "et nous ?" Celui du nord est entré maintenant "dans

de Strasbourg. Nos amis Alsaciens disent - et nous ? Celui du nord est entre maintenant dans le collimateur". C'est un des prochains travaux qui seront engagés. Par où passera-t-il, - je sais qu'il y a des controverses partout dans les trois pays que j'ai cités, Belgique, Hollande, Allemagne, - par là ou par là ? En France aussi on n'y échappe pas. De toute façon je pense qu'il faut que les raccordements soient faits. Il n'est pas possible qu'une région comme la vôtre, je pense en particulier à Amiens, votre capitale, qui est une vieille et une grande capitale, ne soit pas directement reliée ou à peu de chose près pour que les habitants de cette région et leurs marchandises, leurs biens, puissent être propulsés par le moyen le plus moderne au monde de communication par fer. J'ai reçu deux Premiers ministres japonais que j'ai promenés dans le TGV - je commence à connaître personnellement l'itinéraire - et ils ont été émerveillés, ils disaient : "oui, pour l'instant nous sommes distancés". C'était quand même une satisfaction.

- Alors quant à l'autoroute A26 entre Calais et Reims, la réalisation en a été accélérée et la mise en service de la partie Cambrai - Saint-Quentin prévue pour 1986, Saint-Quentin - Laon pour 87 `1987`. Des opérations préliminaires du tronçon Laon - Reims sont déjà engagées.

- Je serai demain à Laon, je verrai aussi une autre réalisation très intéressante, celle que l'on appelle Poma 2000 : c'est un problème de transport urbain entre la ville haute et la ville basse. Des instructions ont été données pour que cet équipement soit achevé rapidement, et les investissements débloqués dans le -cadre de cette fameuse quatrième tranche du Fonds spécial des grands travaux.\

Alors vous m'avez parlé des HLM, permettez-moi de vous dire que si je vous répons là-dessus, qu'est-ce que je ne vais pas alimenter la polémique sur la monarchie en France ! On va dire : "il s'occupe de tout ". Mais si je m'occupe de tout, mesdames et messieurs, c'est aussi parce que vous me le demandez ! Et si je ne vous répons rien ? Mais on dira : "alors il sert à quoi ?" Voyez mon embarras .. Il n'empêche que je peux au moins me faire l'agent de transmission. Mais la décision ne m'appartient pas, ce n'est pas de ma compétence. Disons que je peux donner des conseils. Quelques fois des directives. Si je sens, comme j'essaye de le sentir, les besoins de la France et les besoins de la Picardie j'aurais quand même bien tort de ne pas faire passer ma conviction à d'autres. Attention, je me méfie désormais du commentaire. Disons que je peux insister sans, en rien, engager plus qu'il n'en conviendrait, au regard des institutions qui de ce point de vue sont déjà assez mal fichues, pardonnez-moi, assez mal équilibrées. Mais je les respecte puisque j'en ai la charge, jusqu'à ce que le peuple français les change. Et de ce point de vue je ne m'y refuse pas. Mais encore faudrait-il penser que nous avons peut-être quelques petites choses à faire plus urgentes que d'occuper les Français avec ce genre de débat.

- Eh bien si je vous répons sur les HLM, je vais instruire moi-même le procès qui me condamnera, monsieur le Président. Vous observerez ma prudence. Je dirai simplement que je ne suis pas tout à fait étranger au fait que le ministre de l'urbanisme du logement et des transports a été récemment chargé par le gouvernement de nouvelles facilités de construction, pour les PLA, afin de faire que le secteur privé d'une part et le secteur aidé de l'autre, soient alimentés davantage. D'ailleurs je pense qu'il faut, d'une façon délibérée, - c'est d'ailleurs une de mes intentions et vous connaîtrez d'autres mesures bientôt -, que, puisque nous ne pouvons pas procéder à une relance généralisée sans mettre en péril d'ensemble des acquis, tout à fait remarquables de la politique que nous avons menée, contre l'inflation, contre le déficit extérieur, pour la défense de l'épargne populaire, puisque, donc, nous ne devons pas mettre cela en péril, cela ne nous interdit pas de faire certaines relances utiles. Nous l'avons fait pour le textile, nous devons le faire pour le bâtiment, par des moyens appropriés, nous en reparlerons une autre fois.\

Les moyens que j'ai choisis me paraissent s'imposer à l'esprit : c'est le savoir, l'éducation nationale, la recherche, recherche et technologie, la culture, tous les développements de la création, dans tous les domaines : artistiques, industriels et autres, littéraires pourquoi pas, scientifiques naturellement. Que tous ces éléments-là soient réunis pour que la France soit un pays qui soit prodigieusement capable d'inventer. Et si l'on réalise ce que je vous disais pour commencer, une meilleure relation entre l'université et l'industrie, alors on en verra les effets bientôt. Cela n'est pas fait du tout pour servir les intérêts des plus puissants. C'est fait pour permettre, par le développement de l'entreprise, à tous ceux qui participent à l'entreprise et

notamment aux travailleurs, aux salariés, de disposer d'une meilleure répartition de la richesse commune, de pouvoir y prendre part plus que cela n'a jamais été le cas dans notre histoire, notamment dans notre histoire sociale. Il faut qu'ils puissent par un certain nombre de mesures de caractère social, de caractère fiscal, de caractère économique, par la connaissance des plans de l'industrie, de leurs entreprises, par leur participation, par leurs revendications justifiées, avoir une part plus grande dans la répartition du revenu national.

- Ce sera donc, mesdames et messieurs, ma seule allusion à la politique qui bien souvent nous divise. Je reste totalement fidèle aux analyses au nom desquelles j'ai demandé les suffrages des Français. Je n'ai pas perdu l'objectif, simplement je vois le terrain tel qu'il est et je n'ai pas l'intention d'envoyer la France se tamponner sur un obstacle simplement pour le plaisir d'imposer des vues. J'épouse le terrain. Nous avançons, nous avancerons de plus en plus. La plupart des paramètres économiques sont meilleurs qu'ils n'ont été pour certains depuis vingt ans, je pense à la relation entre l'épargne et l'inflation, depuis treize ou quatorze ans, je pense à l'inflation, depuis neuf ans, je pense aux investissements industriels, et je pourrai continuer longtemps comme cela. Il reste des points difficiles pour compenser l'endettement extérieur qui, lui, est la compensation des sommes des déficits accumulés depuis de longues années et l'endettement intérieur qui est la somme des déficits budgétaires. L'endettement intérieur est très faible, l'endettement extérieur est plus lourd. Il est quand même à la merci de nos efforts en peu de temps.\

Puisque j'ai abordé le secteur de la recherche et du savoir, de l'éducation nationale, parlons du Campus d'Amiens, de la cantine de l'Université technologique de Compiègne, si misérable, la vie des étudiants, leur logement, celui des professeurs. C'est le nouveau centre scientifique et technologique qui regroupera les laboratoires orientés vers les recherches prioritaires. Tout cela fait partie du dossier que vous m'avez présenté, monsieur le Président, je passe là dessus. Je pense qu'il faudra faire quand même, mettre l'accent sur les opérations de requalification, tournées vers les activités les plus novatrices. C'est pourquoi j'ai parlé tout à l'heure d'informatique, j'ai parlé d'électronique. Il faut que la Picardie se situe parmi les régions les plus dynamiques en ce domaine. Croyez-moi nous pouvons travailler ensemble pour cela.

- Voilà, monsieur le président, mesdames et messieurs, je note quand même un oubli, c'est que s'il faut former dans chaque école des élèves il faut des formateurs, c'est-à-dire des enseignants. Et vous vous êtes inquiétés de cela, en disant "mais avec quels enseignants ?" Eh bien je puis vous dire que nous avons prévu que 110000 enseignants bénéficieront de stages et, en particulier, pendant les vacances, car beaucoup sont volontaires pour compléter leur formation £ 110000. Et pour la Picardie, déjà 600 enseignants, seront initiés pour permettre une bonne rentrée, avec cet instrument nouveau, et 2000 seront touchés par cette formation. 600 de façon complète et 2000 seront déjà initiés. C'est le plan actuellement mis en place. Mais je vous donne cette indication précise pour ce qui concerne la Picardie.\

Quelques points sensibles, intéressants qui touchent à la création : je pense à l'extension de l'ensemble instrumental de Picardie. L'Etat lui a déjà apporté une aide d'un million six cent mille francs. Un effort supplémentaire sera fourni, on approchera les deux millions deux cent mille francs. Je crois que cet orchestre peut être digne de votre région. Ca vaut la peine car vous avez des éléments tout à fait excellents me dit-on. Je pense au retour des Gobelins à Beauvais, nous en avons parlé ce matin. Mais enfin, cela intéresse toute la région, le retour des Gobelins à Beauvais et, comme nous l'avons dit tout à l'heure, le retour des collections préhistoriques à Abbeville. Tout cela c'est pour les semaines qui viennent. Cela, je crois est positif sur le -plan de la culture sans oublier les monuments historiques et particulièrement le vieux beffroi d'Abbeville et j'en parle parce que c'est là que je suis allé. Mais je vais naturellement compléter mon information avec les villes que je visiterai demain matin : Amiens et puis Roye et puis ensuite les villes de l'Aisne, Laon, Soissons, enfin Château-Thierry.\

Voilà ce que je puis vous dire, il s'agit maintenant de créer tout simplement, excusez du peu, mesdames et messieurs, une civilisation urbaine. Vous, vieux pays agricole qui a été gagné par la contagion de la grande ville, par l'industrialisation, sans en tirer les avantages, nous avons besoin,

vous avez besoin d'une civilisation de la ville. Il existe des expériences, celle qui est menée en particulier dans le quartier de Saint-Leu à Amiens et dans la ZUP nord avec l'appui de la Commission Pesce. Vous savez que les élus de la ville et de la région montrent un attachement, un souci de réussir ces expériences, que j'admire beaucoup. Je vous en remercie. Il y a les missions locales pour les jeunes qui représentent un deuxième exemple de solidarité active. D'autres missions ont été mises en place, l'une précisément à Amiens et l'autre à Creil. C'est un lieu d'écoute : 4000 jeunes y ont été déjà accueillis. On organise des stages d'insertion, de qualification. On fait à Creil une construction de salle de musique. Va-t-on ouvrir une entreprise intermédiaire ? Ce sont des missions locales d'un type très original, croyez-moi. Ce n'est pas le retour à l'école qui laisserait très vite, c'est une alternance très intelligente qui permet précisément d'unir et certaines formes d'emploi et certaines formes d'instruction, d'éducation.

- Il y a l'effort très sensible qui est fait par votre région, pour la santé : nous avons vu que certains hôpitaux pouvaient être construits, certains grands hôpitaux achevés d'être équipés.  
- Il y a des choses qui touchent à la production animale, je pense aux abattoirs. Je n'ai pas répondu à M. le Maire d'Abbeville tout à l'heure parce que cela est sorti de mon esprit, mais c'est vrai qu'à un moment donné, le choix a été fait et que c'est Laon qui a eu l'abattoir. Je pense que la profession maintenant étudie sérieusement le problème. Si la profession en est d'accord estimant une rentabilité possible sur l'ouest de votre région, le gouvernement, l'Etat y apportera son concours.

Pour les personnes âgées, vous savez que d'une façon générale, leur pouvoir d'achat a été accru de plus de 20 % au cours de ces dernières années, ces trois dernières années. Puisque je parlais des hôpitaux, nous avons veillé au développement de l'équipement, notamment scanner, de la région Picardie, vous savez que M. Ralite avait commencé par proposer d'une façon fort intelligente tout un plan de distribution de diffusion des scanners, son effort est continué. Je crois qu'à la fin de l'année, je compterai 7 appareils en Picardie alors que vous n'en aviez qu'un seul en 1981. Il est vrai que c'est une technologie qui se développe tous les jours, et que naturellement, demain, il y en aura plus parce que ça existe alors qu'à l'époque c'était encore dans les limbes : il faut rendre justice à chacun. Mais enfin, ce qu'il faut c'est continuer l'effort.

- Je ne veux pas entrer dans plus de détails. J'ai là le contenu du contrat de plan qui devrait porter sur la modernisation de la transformation des hospices pour un total de 2000 lits environ durant la durée du IXème plan. C'est un investissement de 375 millions de francs, équipement compris. L'Etat prend à sa charge 40 % de la dépense, soit 150 millions. Parmi les priorités régionales, on note Senlis, Chauny, Crépy-en-Valois, Chaumont-en-Vexin, Saint-Valéry-sur-Somme, Gaberie, Abbeville, Crécy-sur-Serre, Chambly, je passe sur tous les autres aspects des choses.

- Vous savez combien a été ressenti douloureusement, puisque vous êtes de cette région, le drame de Granvilliers. Il faut entreprendre tout aussitôt la consolidation de cet hospice et les opérations de reconstruction seront engagées dès 1986. Un crédit exceptionnel, hors contrat, vient d'être prévu pour 950000 francs déjà : nous assurerons la suite de toutes ces affaires.

Monsieur le Président, messieurs les Présidents, mesdames et messieurs, je vous remercie de votre attention et de votre accueil.

- Vous représentez tout un ensemble, tout ce qu'on peut appeler "l'arc-en-ciel" de la France par sa géographie, par son histoire, par ses choix intellectuels, spirituels, politiques, philosophiques, toutes les familles de la France heureusement qu'il y en a, heureusement qu'il y en a plusieurs, je ne dis pas qu'il y en a beaucoup, mais il y en a beaucoup quand même. Heureusement qu'il y en a, et heureusement qu'elles vivent ensemble, et finalement aussi bien dans nos familles dans nos voisinages, dans nos amitiés, nous passons si souvent par-dessus ces frontières.

- Elles ne sont pas factices, elles sont réelles, et il est quelques données humaines, celles du service du pays, celles qui touchent à nos vies privées, aux chagrins et aux joies qui transcendent très largement nos divisions. Je m'en réjouis, cela existe aussi, je crois, dans les relations entre les élus qui peuvent être dures, difficiles, lorsqu'ils étudient certains dossiers et qu'ils se retrouvent devant un drame, devant une angoisse, une inquiétude et le cas échéant, devant une

esperance.

- Mon rôle est précisément de vous inviter à choisir le plus souvent qu'il vous sera possible.

L'essentiel est l'accord ou le dialogue, de préférence à la querelle, même si la querelle est légitime dès lors qu'elle engage les conceptions que l'on a de l'homme dans la société, des citoyens par rapport à l'Etat, du devenir même de l'homme dans le monde. Tout cela, ce sont de nobles causes et je comprends fort bien que nos opinions soient différentes. Moi, j'ai la charge de tout cela. J'ai bien mes idées, j'ai bien mes choix, j'ai bien mes préférences, et je n'y renonce pas. Mais je dois veiller à ce que nul d'entre vous, et surtout nul de ceux que vous représentez ne puissent se sentir comme exclus, comme diminués. Les pouvoirs passent, la France demeure, il convient d'en préserver toutes les chances.

- J'ai juste là une citation qui était notée sur le document qui a servi de trame à mon exposé.

Vous savez qu'il y a Boucher de Perthes d'un côté, c'est donc la préhistoire, et puis il y a d'autre part un homme très moderne qui était Jules Verne, qui était, je crois, d'Amiens, ou de la région, et qui était un visionnaire. Et entre ces deux hommes il y a une sorte de lien, de trace lumineuse à travers l'histoire de la pensée et de l'esprit, et c'est Jules Verne qui disait : "tout ce qu'un homme est capable d'imaginer, d'autres hommes sont capables de le réaliser". C'est ce que je crois, mesdames et messieurs.

- Bonne chance, et vive la Picardie, vive la République, vive la France.\